

# « Sauvons la statistique publique »

La lettre du CDSP (Insee-DG) n° 6 - 10 novembre 2008

« Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les paroles nuisent à l'action.  
Nous estimons plutôt qu'il est dangereux de passer aux actes  
avant que la discussion nous ait éclairés sur ce qu'il y a à faire. »

*Discours de Périclès, IV<sup>e</sup> siècle av J-C, repris dans l'Histoire de la guerre de Péloponnèse, Thucydide*

## Pour vous informer des actions menées et à venir

N'hésitez pas à rejoindre le Comité de Défense de la Statistique Publique à l'Insee  
(CDSP : inscription auprès de [rosine.devillaire@insee.fr](mailto:rosine.devillaire@insee.fr)) :

Pour vous tenir au courant : le site de la pétition externe

<http://www.sauvonslastatistiquepublique.org> et les sites des syndicats de l'Insee  
[http://www.intranet.insee.fr/naviguer/thèmes/vie\\_sociale/syndicats.htm](http://www.intranet.insee.fr/naviguer/thèmes/vie_sociale/syndicats.htm)

## 5 novembre - rencontre à Metz : de l'importance des paroles échangées

Nous reprochons au gouvernement actuel son manque de dialogue et sa décision brutale et non concertée de délocalisation à Metz. Nous n'allions pas de notre côté refuser le dialogue avec Dominique Gros, le Maire, qui nous invitait dans sa ville, d'autant que nous voulions dissiper le doute selon lequel notre refus de la délocalisation serait lié à la ville de Metz. C'est pourquoi une délégation d'une dizaine de personnes s'est rendue à Metz le mercredi 5 novembre avec un programme bien établi : rencontre avec le Maire, le président de l'Université, des syndicats, la presse, etc.

La discussion avec le Maire a été importante puisqu'elle a permis aux deux parties en présence, les représentants du CDSP (Insee DG et régions, SSM) et de l'intersyndicale d'un côté, la mairie de Metz de l'autre, de faire le point sur les positions respectives. Le constat a été partagé, la situation est imposée des deux côtés par le gouvernement : des fermetures de sites militaires à Metz non concertées et décidées sans aucune transparence ; pour ce qui nous concerne, un projet de délocalisation brutalement appris par dépêche AFP par les agents de la statistique publique au retour des congés d'été. Les échanges nous ont permis de mieux connaître la situation de la ville de Metz, le contexte de perte d'emplois industriels, les projets de développement actuels ou à venir auxquels la ville travaille comme le pôle technologique ou les projets universitaires avec la création d'un pôle très important commun avec l'Université de Nancy. De notre côté, nous avons présenté la statistique publique et les raisons pour lesquelles la délocalisation annoncée aurait des conséquences lourdes sur la qualité des productions statistiques.

De cette rencontre, résulte le fait important qu'il n'y a pas de désaccord de principe avec les élus de Metz et donc aucune discorde exploitable par des esprits mal intentionnés... Il demeure une divergence d'appréciation : le Maire de Metz estime quant à lui que la décision de fermeture des sites militaires est irrévocable et que la création d'un pôle statistique à Metz est elle aussi inévitable. Il retient également de l'entrevue qu'il a eue avec J-P. Cotis, que notre Directeur est un fervent défenseur du SSP et que le projet auquel il travaille n'est pas destructeur. Preuve en serait qu'un membre de la commission chargée du rapport Cotis-Duport était par ailleurs attendu le lendemain à Metz pour faire le point sur les bureaux et les logements susceptibles d'accueillir les « délocalisés ». Néanmoins, l'annonce publique par le Maire qu'il n'était pas demandeur de pôle statistique et surtout pas d'une délocalisation préjudiciable à l'ensemble des citoyens est un acquis notable de cette rencontre.

De notre côté, nous continuons de demander le retrait de ce projet de délocalisation, qui menace la qualité de notre système public d'information statistique et son indépendance

Pour en savoir plus dans l'immédiat, vous pouvez consulter le site Actuametz : « Des représentants de la Statistique invités à Metz » <http://actuametz.fr/des-representants-de-la-statistique-invites-a-metz/> ainsi que le Républicain Lorrain daté du 6/11/2008 : « Politique création d'un pôle de l'Insee : Entre doutes et optimisme » à l'adresse suivante [http://www.republicain-lorrain.fr/fr/GRDC\\_URWeb\\_Get.aspx?iCategorieRedactionnelle=75&iurweb=228411](http://www.republicain-lorrain.fr/fr/GRDC_URWeb_Get.aspx?iCategorieRedactionnelle=75&iurweb=228411), dont est extrait le paragraphe ci-dessous (citation en italiques) : « *Ce qui nous réunit, c'est la brutalité des annonces, le manque de concertation et notre crainte pour l'avenir, avancent les représentants syndicaux. Metz vit ça dans le domaine militaire. Nous le vivons dans notre domaine.* » Se comprendre est une chose, se mettre d'accord en est une autre. « *Mais nous ne cherchons pas un accord, lâche Dominique Gros. Nous voulions surtout vous écouter. Cela m'a permis de mieux comprendre l'enjeu de cette délocalisation. Si ce projet est vide de sens et de cohérence, alors on va à l'échec. L'organisation de la statistique s'appuie déjà sur d'importants centres régionaux qui travaillent chacun sur un thème très précis. Le futur pôle de Metz, même s'il est de plus grande importance, devra se faire sur cette base.* »

#### 4 novembre - L'action « conférence de presse de France Portrait social (FPS) »

Une délégation d'une vingtaine de personnes est intervenue dans le cours de la conférence de presse organisée pour la parution de l'ouvrage *France Portrait Social* le mardi 4 novembre. L'équipe Insee en charge de la présentation de FPS nous a volontiers laissé la parole au moment où les journalistes commençaient à poser leurs questions. Nous avons exposé la situation et nos inquiétudes. L'accueil des journalistes a été bon, les questions ont été essentiellement factuelles, ce qui prouve à quel point il continue d'être important d'expliquer notre situation et de faire comprendre les enjeux de qualité et d'indépendance du SSP. La chronique « Mon petit ministère ne connaît pas la crise » de Sara Ghibaudi sur France Inter jeudi 6 novembre matin est intéressante (citation en italiques) : « *Le Portrait social annuel de l'Insee vient aujourd'hui nous rappeler que les services publics servent à réduire les inégalités - l'éducation, la santé ou le logement social sont les politiques qui contribuent le plus à redistribuer les revenus au sein de la société française ; quand l'Insee confirme qu'au contraire, la réforme de l'impôt sur le revenu de 2007, a surtout profité aux 20% de ménages les plus aisés. L'Insee dont on espère qu'il continuera longtemps à nous fournir des études éclairantes car aujourd'hui, ses personnels sont plutôt inquiets. Une partie d'entre eux devrait quitter Paris pour rejoindre Metz - bel exemple de réforme de l'État. On vous enlève une base aérienne mais rassurez-vous, on vous envoie un millier de statisticiens.* ». Le jour même paraissait l'édition dans le Monde (cf. infra), une pure coïncidence ?

#### 5 novembre - Réflexions à propos de l'action « Rencontres de l'IDIES »

Mercredi 5 novembre, avaient lieu à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris les premières Rencontres annuelles de l'IDIES (Institut pour le développement de l'information économique et sociale) qui entend contribuer à développer la culture économique et sociale des Français. L'occasion était donc rêvée pour faire état des risques de déstabilisation importants encourus par la statistique publique suite au projet de délocalisation. Aussi, quelques personnes du CDSP et de l'intersyndicale se sont rendues à cette manifestation avec l'intention de sensibiliser l'auditoire avec notamment une intervention lors d'une table ronde intitulée fort à propos « Les informations fournies par la statistique publique française sont-elles suffisantes pour nourrir un débat informé sur l'état de l'économie et de la société ? ». Alors que nous aurions pu penser que le public nous était en quelque sorte acquis, nous avons au contraire été pris à partie avec certaines réactions très négatives exprimées envers l'Insee. En effet, le manque de réactivité de l'Insee par rapport aux évolutions récentes de la société (mesure des prix, du pouvoir d'achat, des bas salaires...), la gestion des chiffres du chômage durant la période de l'élection présidentielle en 2007, etc. sont fortement reprochés à l'Insee. Il s'agit là de critiques que nous devons avoir à l'esprit. D'un côté, il est indéniable que ce gouvernement cherche à décrédibiliser les statistiques du système public (qu'on en juge par les dernières critiques émises à l'encontre des prévisions de croissance). De l'autre, des personnes averties nous reprochent un certain « autisme » d'expert (nous penserions être les seuls habilités à produire les bons chiffres alors que certains de nos instruments de mesure ne sont plus en phase avec les évolutions de la société). Enfin, certains dans l'opinion publique peuvent au contraire penser que nous serions à la botte du gouvernement ! Comme on le voit, la communication n'est pas forcément aisée. L'ajustement de notre argumentaire est important face à ces critiques (pas toujours imméritées de la part de la statistique publique) : l'opération de délocalisation intervient dans un contexte de tentatives de décrédibilisation sans précédent du SSP. Que ceux qui en doutent lisent le compte rendu des débats qui ont eu lieu au Sénat le jeudi 6 novembre et qu'ils mesurent bien le sens des propos de notre Ministre, Mme Lagarde : [http://www.senat.fr/cra/s20081106/s20081106\\_1.html#par\\_95](http://www.senat.fr/cra/s20081106/s20081106_1.html#par_95). Ne nous trompons pas de cible. Reprenons plutôt à notre compte la conclusion de l'article du Monde qui nous a été consacré et la citation de Claude Thélot, qui ne sous-estime pas les adaptations nécessaires qui attendent l'Insee : « Le problème de la statistique publique, fragilisée par une certaine difficulté à prendre en compte la complexité du réel, est ailleurs : "*Le service de statistique publique est de qualité mais il a vieilli depuis cinq ans*, analyse M. Thélot. *La société et l'économie française ont beaucoup évolué. Nos appareils de mesure doivent, eux aussi, changer. C'est cette réforme-là, vitale pour notre démocratie, que le projet de délocalisation massive à Metz compromettrait.*" »

---

#### A vos agendas

- 12 novembre : **audition des syndicats par la mission Cotis-Duport**
- 18 novembre (changement de date) : **journée de coordination nationale**
- 25 novembre (changement de date) : **prochaine journée d'action nationale**  
(La manifestation de tous les délocalisés annoncée pour le 15 novembre est annulée)

---

**Ils ont écrit :** Claire Guélaud : « La délocalisation qui inquiète l'Insee », Le Monde daté du 5 novembre, [http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/11/04/la-delocalisation-qui-inquiete-l-insee-par-claire-guelaud\\_1114470\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/11/04/la-delocalisation-qui-inquiete-l-insee-par-claire-guelaud_1114470_3232.html)

**Info de dernière minute :** 52 responsables de l'Insee et des SSM ont adressé une lettre au Premier Ministre pour lui faire part des « très vives inquiétudes » que suscite chez eux le projet de délocalisation. L'information a été très rapidement relayée par la presse ([dépêche AFP](#), [Journal du dimanche](#), [Les Échos](#)).